

Art. 19. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2001 et est d'application à partir de l'exercice de vacances 2000, année de vacances 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Notes

(1) *Références parlementaires* :

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 50-1210/1. — Projet de loi. — Examen. — Adoption sans amendement.

Annales parlementaires.

Séances des 4 et 10 mai 2001.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 2-743/1.

Projet non évoqué par le Sénat, n° 2-743/2.

Art. 19. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001 en is van toepassing vanaf het vakantiedienstjaar 2000, vakantiejaar 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

Nota's

(1) *Parlementaire verwijzingen* :

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire documenten. — Wetsontwerp nr. 50-1210/1. — Wetsontwerp. — Besprekning. — Aanneming zonder amendering.

Parlementaire handelingen.

Vergaderingen van 4 en 10 mei 2001.

Senaat

Parlementaire documenten. — Wetsontwerp overgezonden door de kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-743/1.

Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 2-743/2.

F. 2001 — 1601

[C — 2001/22352]

16 MAI 2001. — Arrêté royal comportant dispense de certaines cotisations des travailleurs au profit des entreprises relevant du secteur du dragage

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1997 comportant dispense de certaines cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 2, § 1^{er}, modifié par la loi du 24 décembre 1999;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national de sécurité sociale, donné le 23 juin 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 2000;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.036/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les présentes mesures sont prises dans le cadre des Orientations communautaires sur les aides d'Etat au transport maritime et que les articles 10 et 11 de la Constitution n'excluent pas une différence de traitement entre catégories de personnes, pour autant que cette différence repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée;

Considérant que les Orientations communautaires précitées sur les aides d'Etat au transport maritime sont un critère objectif raisonnablement justifié;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Affaires Sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux employeurs relevant du secteur du dragage et à leurs travailleurs occupés à bord de navires qui sont enregistrés dans un Etat membre de l'Union européenne et munis d'une lettre de mer, et qui sont soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et à la loi du 29 juin 1981 établissant les principes

N. 2001 — 1601

[C — 2001/22352]

16 MEI 2001. — Koninklijk besluit houdende vrijstelling van bepaalde werkneemersbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorende tot de baggersector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1997 houdende vrijstelling van bepaalde werkgeversbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorende tot de baggersector met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 2, § 1, gewijzigd bij de wet van 24 december 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gegeven op 23 juni 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 20 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 16 oktober 2000;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies 31.036/1 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat onderhavige maatregelen genomen worden in het kader van de Communautaire richtsnoeren betreffende overgeidssteun voor het zeevervoer en dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet een verschil in behandeling tussen categorieën van personen niet uitsluiten, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is;

Overwegende dat voormelde Communautaire richtsnoeren betreffende overgeidssteun voor het zeevervoer een objectief criterium dat redelijk verantwoord is uitmaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers behorend tot de baggersector en op hun werkneemers tewerkgesteld aan boord van de in een lidstaat van de Europese Unie geregistreerde schepen waarvoor een zeebrief kan worden voorgelegd, en die onderworpen zijn aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der

généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés ou qui sont temporairement soumis à la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer.

Art. 2. Les employeurs visés à l'article 1^{er} qui répondent aux conditions fixées à l'article 3 sont autorisés à payer à l'Office national de sécurité sociale, les cotisations des travailleurs calculées sur la base d'un salaire trimestriel égal à un quart du montant visé à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, tout en conservant le montant correspondant aux cotisations personnelles calculées sur la différence entre la rémunération plafonnée précitée et le salaire brut trimestriel.

Art. 3. § 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 1^{er} doivent prouver un volume de travail à bord de navires munis d'une lettre de mer au moins équivalent par comparaison au trimestre correspondant de 1999.

§ 2. Le Ministre de l'Emploi et le Ministre des Affaires sociales déterminent ce qu'il convient d'entendre par volume de travail au moins équivalent et fixent également les modalités selon lesquelles il y a lieu de fournir la preuve que les conditions fixées au § 1^{er} sont remplies.

§ 3. Il peut être dérogé au volume de travail au moins équivalent visé au § 2 si les employeurs invoquent la force majeure. Dans ce cas, les employeurs communiquent sans délai les motifs de la force majeure au Ministre de l'Emploi et au Ministre des Affaires sociales.

§ 4. L'Office national de Sécurité sociale transmet annuellement et pour le 30 octobre au plus tard un rapport d'évaluation au Ministre de l'Emploi et au Ministre des Affaires sociales.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 1602

[C — 2001/22354]

16 MAI 2001. — Arrêté royal comportant dispense de certaines cotisations patronales et cotisations des travailleurs au profit des entreprises relevant du secteur du remorquage

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 37ter, inséré par la loi du 24 décembre 1999;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national de Sécurité sociale, donné le 23 juin 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 2000;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.038/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les présentes mesures sont prises dans le cadre des Orientations communautaires sur les aides d'Etat au transport maritime et que les articles 10 et 11 de la Constitution n'excluent pas une différence de traitement entre catégories de personnes, pour autant que cette différence repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée;

Considérant que les Orientations communautaires précitées sur les aides d'Etat au transport maritime sont un critère objectif raisonnablement justifié;

arbeiders en aan de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers of die tijdelijk onderworpen zijn aan de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde werkgevers die voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikel 3 worden toegelaten de werknemersbijdragen, berekend op basis van een kwartaalloon van 1/4de van het bedrag bedoeld in artikel 7, derde lid van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust en overlevingspensioen voor werknemers, te betalen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en het bedrag dat overeenstemt met de persoonlijke bijdragen berekend op het verschil tussen dit begrensd loon en het driemaandelijks brutoloon te behouden.

Art. 3. § 1. De werkgevers bedoeld in artikel 1 moeten ten minste een gelijkwaardig arbeidsvolume aan boord van schepen, waarvoor een zeebrief kan worden voorgelegd, aantonen en dit in vergelijking met het overeenstemmende kwartaal van 1999.

§ 2. De Minister van Werkgelegenheid en de Minister van Sociale Zaken bepalen wat dient te worden verstaan onder een tenminste gelijkwaardig arbeidsvolume en bepalen tevens de nadere regelen m.b.t. het te leveren bewijs dat voldaan is aan de in § 1 gestelde voorwaarden.

§ 3. Van het in § 2 bedoelde tenminste gelijkwaardig arbeidsvolume kan worden afgeweken, indien de werkgevers overmacht inroepen. In dit geval brengen de werkgevers onverwijd de gronden voor overmacht ter kennis aan de Minister van Werkgelegenheid en aan de Minister van Sociale Zaken.

§ 4. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid maakt jaarlijks vóór 30 oktober een evaluatierrapport over aan de Minister van Werkgelegenheid en aan de Minister van Sociale Zaken.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 5. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

N. 2001 — 1602

[C — 2001/22354]

16 MEI 2001. — Koninklijk besluit houdende vrijstelling van bepaalde werkgevers- en werknemersbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorende tot de sleepvaartsector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 37ter, ingevoegd bij de wet van 24 december 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale zekerheid gegeven op 23 juni 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 20 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 16 oktober 2000;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies 31.038/1 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat onderhavige maatregelen genomen worden in het kader van de Communautaire richtsnoeren betreffende overheidssteun voor het zeevervoer en dat de artikelent 10 en 11 van de Grondwet een verschil in behandeling tussen categorieën van personen niet uitsluiten, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is;

Overwegende dat voormelde Communautaire richtsnoeren betrekken tot overheidssteun voor het zeevervoer een objectief criterium dat redelijk verantwoord is uitmaakt;